



**PRÉFET
DU TARN**

**Liberté
Égalité**

Fraternité

dossier n° PC 081 004 21 X1152

date de dépôt : **30 juillet 2021**

date d'affichage de l'avis de dépôt : **30 juillet 2021**

demandeur : **CCI TARN, représentée
par Monsieur Michel BOSSI**

**pour : Extension du campus de
formation par alternance d'Albi par la
réhabilitation et agrandissement d'un
ancien bâtiment de France Télécom.
L'existant conservé sera réhabilité et
réaménagé**

**adresse terrain : 36 Avenue Général
Hoche, à Albi (81000)**

**ARRÊTÉ
accordant un permis de construire
au nom de l'État**

**La préfète du Tarn,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu la demande de permis de construire présentée le 30 juillet 2021 par la CCI TARN, représentée par monsieur Michel BOSSI demeurant 1 Avenue Général Hoche, Albi (81000);

Vu l'objet de la demande :

- pour l'extension du campus de formation par alternance d'Albi par la réhabilitation et agrandissement d'un ancien bâtiment de France Télécom.
L'existant conservé sera réhabilité et réaménagé ;
- sur un terrain situé 36 Avenue Général Hoche, à Albi (81000) ;
- pour une surface de plancher créée de 2 308 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret du Président de la République du 15 janvier 2020 portant nomination de madame Catherine FERRIER en qualité de préfète du Tarn ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1er décembre 2021 portant délégation de signature à monsieur Fabien CHOLLET, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;

Vu la loi du 31 décembre 1913 modifiée, complétée par la loi du 25 février 1943 sur les monuments historiques et la loi du 2 mai 1930 (article 4) relative à la protection des monuments naturels et des sites ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 12 mai 2003 qui a fait l'objet de trois mises à jour, d'une mise en compatibilité, de quatre modifications, de trois modifications simplifiées et de six révisions simplifiées ;

Vu les décrets des 17 mai 2006 et 11 septembre 2007 et les arrêtés des 1er août 2006 (modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007) et 21 mars 2007 relatifs à l'accessibilité des personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou leur création ;

Vu le plan de prévention des risques naturels prévisibles - Mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait-gonflement des argiles approuvé par arrêté préfectoral du 13 janvier 2009 ;

Vu l'avis favorable du maire d'Albi du 20 août 2021 ;

Vu l'avis favorable de Monsieur le chef de service de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP) en date du 02 septembre 2021 ;

Vu les pièces fournies en date du 10 septembre 2021 ;

Vu l'avis favorable de la sous-commission départementale de Sécurité ERP/IGH en date du 23 septembre 2021 ;

Vu l'avis favorable de la sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées en date du 23 septembre 2021 ;

Vu l'avis favorable de TERÉGA (gaz de France) - Direction Opérations (région Toulouse) en date du 20 janvier 2022 ;

Considérant que le projet concerne l'extension du campus de formation par alternance d'Albi par la réhabilitation et agrandissement d'un ancien bâtiment de France Télécom. L'existant conservé sera réhabilité et réaménagé ;

Considérant que la construction projetée constitue un établissement recevant du public ;

Considérant que l'article R.425-15 du code de l'urbanisme stipule que si le projet porte sur un établissement recevant du public, le permis de construire tient lieu de l'autorisation prévue par l'article L.111-8 du code de la construction et de l'habitation dès lors que la décision a fait l'objet d'un accord de l'autorité compétente ;

Considérant que dans leur avis la sous-commission de sécurité et d'accessibilité, ont donné leur accord assorti de prescriptions, que dès lors celles-ci doivent être respectées ;

Considérant que le projet est situé sur un terrain inclus dans le périmètre du plan de prévention des risques naturels prévisibles « retrait-gonflement des argiles » ;

Considérant que le projet est situé aux abords du Château de Cantepau ;

Considérant qu'aux termes de l'article R 425-1 du code de l'urbanisme, lorsque le projet est situé dans les abords des monuments historiques, la décision prise sur le permis de construire tient lieu de l'autorisation prévue à l'article L 621-32 du code du patrimoine si l'architecte des bâtiments de France a donné son accord, le cas échéant assorti de prescriptions motivées ;

Considérant que dans son avis du 2 septembre 2021, l'architecte des bâtiments de France a donné son accord assorti de prescriptions ; que dès lors celles-ci doivent être respectées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn,

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire est ACCORDÉ sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

Prescriptions de l'architecte des bâtiments de France :

Concernant la toiture terrasse de l'extension, les matériaux seront harmonisés aux existants en aspect et en teinte (couvertines, garde-corps, étanchéité de couverture,...).

Concernant les panneaux d'habillage des façades, la couleur anthracite proposée est très foncée et sera remplacée par une teinte gris-beige plus claire, référence 1019, 7003, 7006, 7023, 7030, 7037, 7039, ou similaire.

Les arbres existants de qualité seront conservés autant que possible.

Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions émises par la sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées et la sous-commission départementale de Sécurité ERP/IGH en date du 23 septembre 2021 dont copies sont jointes au présent arrêté.

Le projet étant situé sur un terrain inclus dans le périmètre du plan de prévention des risques naturels prévisibles « retrait-gonflement des argiles », approuvé par arrêté préfectoral du 13 janvier 2009, il devra respecter les règles de construction et d'aménagement des abords édictées par le règlement consultable en mairie.

Albi, le

Pour la préfète
et par délégation
Le secrétaire général,

- 2 FEV. 2022

Fabien CHOLLET

Pour information :

Cette autorisation de construire ou d'aménager est susceptible de donner lieu au paiement de :

- la **taxe d'aménagement (TA)** prévue aux articles L 331-1 à L 333-31 du code de l'urbanisme,
- la **redevance d'archéologie préventive (RAP)** prévue aux articles L 524-2 à L 524-15 du code du patrimoine.

Le montant de ces taxes est calculé par la direction départementale des territoires à partir des éléments fournis par le demandeur lors du dépôt de permis ou de la déclaration préalable. Le cas échéant, une lettre d'information vous sera adressée par ce service à l'issue de la délivrance de cette autorisation pour vous indiquer le montant que vous aurez à acquitter. Il est à noter que cette redevance est déclenchée par la délivrance d'une autorisation de construire ou d'aménager et non pas par le début ou la fin des travaux.

Le recouvrement est effectué par la direction départementale des finances publiques. Il est effectué en une fois si la somme ne dépasse pas 1500 € dans un délai de 12 mois après la délivrance de l'arrêté d'autorisation de construire ou d'aménager. Au delà de cette somme, il fait l'objet de 2 titres de perception émis 12 et 24 mois après la délivrance de l'arrêté et correspondant chacun à la moitié de la somme totale à acquitter au titre de la TA. La RAP fait l'objet de l'émission d'un titre unique payable avec la 1ère échéance de la TA.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

**Procès-verbal d'étude de la Sous-Commission
Départementale de Sécurité ERP / IGH
en date du 23 septembre 2021**

ORDRE DU JOUR N° : 01

Dossier transmis par : **M. le directeur départemental des territoires du Tarn - DDT Bureau Urbanisme et Fiscalité**

Réf. du dossier : **004R999** (2021683)

Commune : **ALBI**

Établissement : **CAMPUS DE FORMATION PAR ALTERNANCE IN&MA**

Adresse : **36 avenue Général Hoche**

- PC 00421X1152 + DAT 00421X1024
Date de dépôt en mairie : 30 juillet 2021
Extension du campus de formation par alternance

Maître d'ouvrage : **M. Michel BOSSI
CCI TARN**

Bureau de contrôle agréé : **SOCOTEC**

Affaire suivie par : **Lieutenant Patrice SAUNAL**

Description des travaux

Le projet porte sur la réhabilitation et l'agrandissement d'un ancien bâtiment de FRANCE TELECOM / ORANGE pour l'aménagement de l'école supérieure IN&MA (formation par alternance) d'une emprise au sol d'environ 1160 m² à R+3-1.

A l'issue des travaux, la distribution sera la suivante :

R+3 non ERP d'environ 80 m² par :

- groupe technique ventilation
- groupe technique VMC
- groupe technique hydraulique
- groupe technique climatisation

R+2 par :

partie ERP :

- 1 salle N° 202 de 54,4 m²
- 1 salle N° 201 de 40,8 m²

- 1 salle N° 200 de 42,1 m²
- 1 espace sanitaire N°230 de 7,4 m²
- 1 gaine ascenseur

partie non ERP :

- 1 local rangement N° 203 de 24,9 m²
- 1 local ménage N° 204 de 6,9 m²

R+1 par :

partie ERP :

- 8 bureaux du N° 102 à 109 de 12,6 m² à 18,1 m²
- 1 salle de réunion N° 101 de 20,9 m²
- 1 bureau direction N°100 de 18,7 m²
- 1 sanitaire administration N° 130 de 8,2 m²
- 1 espace douche N° 112 de 8,1 m²
- 1 infirmerie N° 111 de 9,6 m²
- 1 salle N°113 de 81,2 m²
- 1 salle N° 114 de 44,6 m²
- 1 salle N° 115 de 64,9 m²
- 2 espaces sanitaires N° 131 et 134 de 19,1 m² et de 17,6 m²
- 2 espaces sanitaires PMR N° 132 et 133 de 4,2 m² chacun
- 1 salle N° 116 de 64,1 m²
- 1 salle N° 117 de 44,4 m²
- 1 salle N° 118 de 81,1 m²
- 1 gaine d'ascenseur

partie non ERP :

- 1 local rangement N°110 de 6,8 m²

rez-de-chaussée par :

partie ERP :

- 1 SAS et un accueil N° 002 et 003 de 21 m²
- 1 salle de travail N° 041 de 18,9 m²
- 1 bureau N° 11 de 11 m²
- 1 local vie étudiants N° 017 de 14,5 m²
- 1 salle de pause étudiants N° 016 de 82 m²
- 1 salle N° 009 de 60,5 m²
- 1 salle N° 008 de 63,1 m²
- 1 salle N° 007 de 61,7 m²
- 1 salle N° 005 de 94,8 m²
- 3 bureaux du N°18,19,21 de 13,7 m² à 16 m²
- 1 accueil N° 20 de 10 m²
- 1 salle de pause N° 022 de 23,6 m²
- 1 espace sanitaires N° 031 de 20,6 m²
- 1 espace sanitaires N°030 de 15,3 m²
- 1 patio intérieur N°099 de 40,8 m²
- 1 gaine d'ascenseur

partie non ERP :

- 1 local ménage N° 015 de 9,7 m²
- 1 SAS N° 042 de 5,1 m²
- 1 local archives N° 043 de 47,8 m²
- 1 local VDI N° 012 de 9,5 m²
- 1 local rangement N° 013 de 1,8 M²
- 1 local rangement N° 014 de 1,8 M²
- 1 local TGBT N° 010 de 6,1 m²
- 1 local rangement N° 006 de 7 m²

R-1 non ERP

Effectif

Partie type R :

L'effectif théorique maximum susceptible d'être reçu simultanément s'élève à **445 personnes** y compris le personnel (28 personnes).

Cet effectif est déterminé en fonction de la déclaration du maître d'ouvrage (Art. R2)

Partie type L "salle associative" :

L'effectif théorique maximum susceptible d'être reçu simultanément s'élève à **19 personnes** y compris le personnel (0 personne).

Cet effectif est déterminé en fonction du calcul effectué comme suit :

1 personne par m² de surface totale de la salle soit 18,9 m² X 1 = 19 personnes (Art. L3 - c)

Nota : voir observation relative aux mesures applicables durant la gestion de la crise COVID-19

Classement

Établissement de type R

Type annexe : L

de 3^{ème} catégorie

Dispositions réglementaires applicables

- ☐ Code de la construction et de l'habitation (articles R 143-1 à R 143-47, R 184-2 à R 184-3)
- ☐ Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- ☐ Arrêté modifié du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public (ERP).
- ☐ Arrêté du 10 novembre 2016 portant règlement de défense extérieure contre l'incendie pour le département du TARN
- ☐ Décret n° 2021-1059 du 7 août 2021 modifiant le décret n°2021-699 relatif aux mesures générales nécessaires à la gestion de sortie de crise sanitaire pris en application de la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021
- ☐ Arrêté du 5 février 2007 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public du type L (Salles d'audition, salles de conférences, salles de réunions, salles de pari, salles réservées aux associations, salles de quartier, salles de projection, salles de spectacles, cabarets, salles polyvalentes, salles multimédia).
- ☐ Arrêté modifié du 4 juin 1982 portant approbation des dispositions particulières du type R (Établissements d'enseignement et colonies de vacances).

Engagement relatif à la solidité

Conformément à l'article 45 du décret 95-260 du 08 mars 1995 modifié, l'engagement du maître d'ouvrage à respecter les règles de construction et notamment celles relatives à la solidité a été produit sous la forme d'un document spécifique figurant au dossier.

Demande de dérogation

Dérogation N°1 sur le désenfumage de la trémie de l'atrium.

Objet :

Le pétitionnaire demande de pouvoir déroger à l'IT 263 – article 4.2.1 sur le non respect de la dimension minimale de 5x5 mètres au niveau de la trémie de l'atrium.

Difficultés rencontrées : configuration existante du bâtiment et de la parcelle. (GN 10)

Mesures compensatoires proposées :

Système d'alarme de type 1 (catégorie A) en prévoyant la détection incendie dans les locaux à risques importants (archives) et certains locaux à risques moyens (rangements).

Commentaire de la SCDS sur la dérogation N° 1 : généraliser la détection incendie à l'ensemble des locaux à risques : *voir prescriptions.*

Dérogation N°2 sur le désenfumage de locaux de superficies inférieures à 300 m²

Objet :

Le pétitionnaire demande de pouvoir déroger à l'IT 246 – article 7.1.4 relatif au désenfumage de locaux de superficie supérieure à 300 m² dont la surface libre prise en compte pour l'évacuation des fumées doit se situer dans la moitié supérieure du local et être à plus de 1,80 mètres du plancher.

Difficultés rencontrées : configuration existante du bâtiment et de la parcelle. (GN 10)

Mesures compensatoires proposées :

Système d'alarme de type 1 (catégorie A) en prévoyant la détection incendie dans les locaux à risques importants (archives) et certains locaux à risques moyens (rangements).

Commentaire de la SCDS sur la dérogation N° 2 : généraliser la détection incendie à l'ensemble des locaux à risques : *voir prescriptions.*

Étude de la notice de sécurité

La notice de sécurité jointe au dossier précise notamment les points suivants :

Accessibilité :

- nombre de façades accessibles : 1 voie engins façade Sud-est de 4 mètres de large
- plancher bas du dernier niveau (R+3) non accessible au public à plus de 8 mètres de hauteur de la voie utilisable par les engins de secours

Implantation :

- isolement par rapport aux tiers en vis à vis réalisé par une distance supérieure à 8 mètres
- isolement par rapport aux tiers superposés : sans objet
- isolement par rapport aux tiers mitoyens : sans objet

Dispositions constructives :

- distribution intérieure : cloisonnement traditionnel
- stabilité au feu de la structure : stable au feu de 1/2 heure
- - murs : maçonnerie – béton : stable au feu 1/2 heure
- degré coupe-feu des planchers : béton coupe feu 1/2 heure
- degré coupe-feu des différentes parois : plaque de plâtre et béton : coupe feu 1 heure
- charpente : ~~métallique (partie neuve) et béton (partie existante)~~ : stable au feu 1/2 heure (plafonds plaques de plâtre stable au feu 1/2 heure)
- critères des toitures : bac acier - isolation laine de roche – étanchéité auto-protégée : conforme à l'article CO 07
- façades : bardages extérieurs par panneaux : M2
isolation thermique extérieure par laine de roche : M0

Locaux à risques particuliers et mesures constructives afférentes :

- risques importants : **local archives au rez-de-chaussée** isolé par des parois et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures ou EI 120 et des blocs portes coupe-feu de degré 1 heure ou EI 60 s'ouvrant dans le sens de la sortie et munis d'un ferme porte

- risques moyens :

niveau rez-de-chaussée : **locaux TGBT, 3 locaux rangements, local ménage, gaines techniques** isolés par des parois et plafonds coupe-feu de degré 1 heure ou EI 60 avec portes coupe-feu de degré ½ heure ou EI 30 munies de ferme portes

niveau R+1 : **local rangement, gaines techniques** isolés par des parois et plafonds coupe-feu de degré 1 heure ou EI 60 avec portes coupe-feu de degré ½ heure ou EI 30 munies de ferme portes

niveau R+2 : **local rangement, local ménage, gaines techniques** isolés par des parois et plafonds coupe-feu de degré 1 heure ou EI 60 avec portes coupe-feu de degré ½ heure ou EI 30 munies de ferme portes

Aménagements intérieurs :

- revêtements de sols : M4 ou D_{FL}-s2
- revêtements muraux : M2 ou C-s3, D0
- revêtements de plafonds : M1 ou B-s3, D0
- mobilier : M3

Dégagements :

Niveau	Effectif à évacuer*		Dégagements régle- mentaires		Dégagements réalisés		Solutions GN 8 rete- nues par niveau
			Nbre sorties	Nbre UP	Nbre sorties	Nbre UP	
R+3	Non accessible au public – plateau technique						
R+2	83		2 escaliers	2	2 escaliers ex- térieurs	4	EAS sur les paliers des escaliers métal- liques extérieurs
					1 escalier inté- rieur	2	
R+1	83 du R+2 + 216 du R+1	Total de 299	2 escaliers	4	2 escaliers ex- térieurs	4	EAS sur les paliers des escaliers métal- liques extérieurs
	1 escalier inté- rieur				2		
R-1	Non accessible au public						
Rez-de- chaussée	299 du R+1 + 146 du rez-de- chaus- sée	Total de 445	2	6	3	7	Sorties directes sur l'extérieur de plein pied
Local asso- ciatif indé- pendant de l'établis- sement en rez-de- chaussée	19		1	1	1	1	Sortie directe sur l'extérieur de plein pied

* Effectif du public + celui du personnel s'il ne possède pas ses propres dégagements

Nota :

- le sous sol n'a aucune affectation et non accessible au public
- rez-de-chaussée : les effectifs de la salle de pause du personnel (local N° 022), de la salle de pause étudiants (local N°016) et de l'atrium (local N°004) ne sont pas cumulés car ces locaux ne sont pas utilisés en même temps que les salles de cours
- rez-de-chaussée : l'effectif de la salle de travail dédiée à une association (local N° 041) n'est pas cumulé car possède un accès - dégagement indépendant du reste de l'établissement
- R+1 : les effectifs des espaces appelés "tiers lieux" (espace de travail dans le même volume que les circulations) ne sont pas cumulés car ces espaces ne sont pas utilisés en même temps que les bureaux
- R+1 : l'effectif de la salle de réunion (local N° 101) n'est pas cumulé car ce local n'est pas utilisé en même temps que les bureaux
- R+3 : les effectifs ne sont pas comptés : plateau technique N° 300

Ascenseur :

- 1 ascenseur électrique
- emplacement de la machinerie : embarquée

Ventilation : ventilation mécanique contrôlée

Désenfumage :

- désenfumage : sans objet (**voir dérogation N°2**)
- désenfumage des circulations horizontales : sans objet
- désenfumage naturel des escaliers encloués : sans objet
- circulation conduisant vers le local d'attente ascenseur : sans objet

Installations électriques :

- conformes à la NF C 15.100 et au décret n° 2010-1118 du 22 septembre 2010 relatif à la protection des travailleurs au sein de l'établissement
- dispositif de mise hors tension générale de l'établissement : **non précisé, voir prescriptions**
- source de remplacement : non

Éclairage de sécurité :

- blocs autonomes d'éclairage de sécurité (ambiance et évacuation)

Chauffage :

Désignation	Puissance brute en kW
Chauffage	Total 164
Ventilo convecteurs	97
radiateurs	43
CTA	24
Raîchissement	Total 138
Ventilo convecteurs	110
CTA	28

Installations de cuisson : sans objet**Installations de gaz :** non**Moyens de secours :**

- extincteurs à eau pulvérisée et adaptés aux risques
- installation d'extinction automatique : non
- robinets d'incendie armés : non
- colonne sèche : non
- système de sécurité incendie de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1
- alarme prenant en compte les personnes en situation de handicap dans les locaux où elles peuvent se trouver isolées (flashes lumineux, appareil vibrant etc.) : **non précisé**
- la détection automatique incendie n'est pas généralisée. Les détecteurs automatiques incendie sont implantés dans les locaux à risque important (archives) et certains locaux à risque moyen (rangements) : **dérogation N°1 voir prescriptions**
- l'équipement de contrôle et de signalisation est situé : **non précisé, voir prescriptions**
- les tableaux répéteurs d'alarme est sont situés : **non précisé, voir prescriptions**
- la veille permanente de l'équipement d'alarme est assurée par : **voir prescriptions**
- le déclenchement de l'alarme générale est temporisé à ? : **non précisé voir prescriptions**
- un cahier des charges du système de sécurité incendie : **non précisé, voir prescriptions**
- service de sécurité incendie : **non précisé voir prescriptions**
- moyens d'alerte : téléphone urbain doté d'une autonomie électrique (ligne conventionnelle ou dispositif secouru par onduleur) : **non précisé, voir prescriptions**
- moyen d'alerte dans l'espace d'attente sécurisé : non
- affichage des plans d'évacuation matérialisant les espaces d'attente sécurisés ou les solutions équivalentes retenues : non
- affichage des consignes de sécurité intégrant la prise en compte des personnes en situa-

tion de handicap : **non précisé**

- présence d'un défibrillateur sur le bâtiment contigu propriété de la CCI à une distance de moins de 100 mètres. Il est fixé dans le SAS d'entrée et accessible sur les horaires d'ouverture des établissements : **voir prescriptions**
- défense extérieure contre l'incendie : (arrêté préfectoral du 10 novembre 2016 - RDDECI)

Nature du point d'eau	N°	Débit (m³/h sous 1 bar)	Distance (m)
poteau d'incendie	004.309	130	140

Observation
applicable durant la gestion de sortie
de la crise sanitaire COVID-19
Obligation pour le public de présenter un Pass-sanitaire
pour accéder à certains ERP
mise à jour le 09 août 2021

En application de la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 et du décret n° 2021-1059 du 7 août 2021, les propriétaires et/ou exploitants, des établissements recevant du public sont chargés dans leurs établissements de faire respecter les mesures sanitaires édictées dans les textes précités.

Commentaires

Note d'information relative à l'alerte des services de secours de la DGSCGC du 24 Janvier 2017

La téléphonie fixe sur IP, proposée par les opérateurs à travers un terminal raccordé à une box assurant l'interface avec leur réseau IP, soit par fibre optique soit par xDSL, remplace progressivement la téléphonie transportée par le RTC. Le rapport du 13 Avril 2016 de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) précise que la qualité de cette voix sur large bande (VoIP² managée) a désormais rattrapé celle de la voix RTC, comme en témoigne l'indicateur de taux de réussite d'un appel, qui affiche 99,9 % sur fibre optique et sur xDSL pour l'ensemble des opérateurs.

Des solutions techniques de type onduleur / batteries permettent d'assurer la continuité de l'alimentation électrique du terminal et de la box pendant la présence du public. Dès lors, les technologies VoIP (fibre optique ou xDSL) sont autorisées au regard de l'article MS 70 sous réserve de la continuité de service téléphonique en cas de coupure électrique.

L'évacuation immédiate en cas de sinistre reste la règle lorsqu'elle est possible et la mise en place d'espaces d'attente sécurisés ou de solutions équivalentes doit rester l'exception lorsque l'évacuation immédiate n'a pas pu être mise en œuvre.

Dans le cas présent, l'établissement dispose des moyens humains et organisationnels permettant d'élaborer les procédures d'évacuation et à former le personnel afin de prendre en charge les personnes en situation de handicap éventuellement présentes en étages pour les évacuer immédiatement.

Aussi, les propositions visant à l'évacuation différée de ces personnes ne doivent pas être envisagées.

Avis de la commission

En conclusion, la sous-commission départementale de sécurité ERP / IGH émet :

- **un avis favorable** à la demande des dérogations sous-visées en respectant les prescriptions de la SCDS :

- dérogation N° 1 relative au désenfumage de la trémie de l'atrium.
- dérogation N°2 relative au désenfumage de locaux de superficies inférieures à 300 m²

- **un avis favorable** à la réalisation des travaux, néanmoins les prescriptions suivantes doivent être appliquées :

N°	Prescriptions
1°)	Veiller à ce que les travaux qui feraient courir un danger quelconque au public ou qui apporteraient une gêne à son évacuation soient effectués en dehors de sa présence. (GN 13)
2°)	Solliciter le passage de la commission de sécurité compétente à l'issue des travaux de cet établissement. Cette demande doit être formulée au Maire de la commune concernée qui avisera le secrétariat de la sous-commission départementale de sécurité (Service Départemental d'Incendie et de Secours, Groupement Prévention, 15 Rue de Jautzou - 81 012 ALBI Cedex 09) et ce, AU MOINS 1 MOIS avant la date prévue (Art 143-38 du Code de la Construction et de l'Habitation et Art. 43 du décret du 8 mars 1995).
3°)	<p>Faire vérifier par un organisme de contrôle agréé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la solidité à froid de l'ouvrage • les installations techniques (électriques, électromécaniques, thermiques) • les dispositions constructives • les moyens de secours • la continuité des moyens de communications radioélectriques <p>Ces vérifications sont réalisées dès la phase de construction ou aménagement de l'établissement.</p> <p>Transmettre à la commission de sécurité au moins 48 heures avant la visite de réception les documents afférents sous la forme d'un rapport de vérifications réglementaires après travaux (RVRAT). A défaut, la commission de sécurité ne sera pas habilitée à émettre un avis favorable.</p> <p>Le RVRAT devra explicitement faire référence à ce permis de construire (PC 00421X1152 + DAT 00421X1024) ainsi qu'au présent procès verbal (GE 7, GE 8).</p>
4°)	<p>Tenir compte de la nature de l'exploitation et en particulier de l'aide humaine disponible en permanence pour participer à l'évacuation des personnes en situation de handicap.</p> <p>Créer des cheminements praticables, menant aux sorties ou aux espaces d'attente sécurisés.</p> <p>Installer un équipement d'alarme perceptible tenant compte de la spécificité des locaux et des différentes situations de handicap des personnes amenées à les fréquenter isolément.</p> <p>Garder au niveau de l'exploitant la trace de la (ou des) solution(s) retenue(s) par le maître d'ouvrage et validée(s) par la commission de sécurité compétente.</p> <p>Élaborer, sous l'autorité de l'exploitant, les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap. (art. GN 8)</p>

5°)	Signaler par un affichage visible du public de la présence d'un défibrillateur automatisé externe (DAE) sur le bâtiment contigu, propriété de la CCI à une distance de moins de 100 mètres. Préciser qu'il est fixé dans le SAS d'entrée et accessible sur les horaires d'ouverture des établissements (L 123-5 et L 123-6 du CCH). Cet appareil doit être entretenu conformément à l'article L 5212-1 du code de la santé publique)
6°)	Installer un dispositif permettant la mise hors tension générale de l'installation électrique de l'établissement. Ce dispositif ne doit pas couper l'alimentation des installations de sécurité. Il doit être installé hors de portée du public et demeurer aisément accessible aux sapeurs-pompiers. (EL 11)
7°)	Présenter à le Sous-Commission Départementale de Sécurité, pour avis, le cahier des charges fonctionnelles du Système de Sécurité Incendie (GE 2 et MS 55)
8°)	Soumettre au secrétariat de la sous-commission départementale de sécurité (Service Départemental d'Incendie et de Secours, Service Prévention, 15 Rue de Jautzou - 81012 ALBI Cedex 09) le projet de conception des zones pour l'exploitation du système de sécurité incendie : <ul style="list-style-type: none"> - zones de diffusion d'alarme, - zones de mise en sécurité, - zones de compartimentage des circulations - déverrouillage des issues si fonction asservi - zones de détection, comme définies dans les articles MS 54 et MS 55.
9°)	Prévoir l'asservissement de la fonction compartimentage des circulations et du traitement d'air (MS 60)
10°)	Souscrire un contrat d'entretien pour le système de sécurité incendie de catégorie A auprès d'un installateur qualifié. (MS 68)
11°)	Assurer en permanence la surveillance de la centrale d'alarme par un membre du personnel pendant la présence du public. (MS 66)
12°)	Respecter les conditions de sécurité applicables relatives à la gestion de crise COVID-19, et notamment le décret suivant (R143 -13 du CCH) <ul style="list-style-type: none"> - Décret n° 2021-1059 du 7 août 2021 modifiant le Décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire et obligations relatives au pass-sanitaire.

N°	Prescriptions <i>générique applicable à l'ensemble des bâtiments de type R</i>
13°)	Élaborer, sous l'autorité de l'exploitant, les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap, la nature de l'exploitation et l'aide humaine disponible en permanence pour <u>participer à l'évacuation immédiate</u> des personnes en situation de handicap. (GN 8).

Le Président de la Sous-Commission
Départementale de Sécurité



Eric VIAL

PRÉFÈTE DU TARN



Direction départementale des
territoires

**COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE
DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ**

DDT 81/SCHAT/PLHVC/BBPA

Dossier suivi par :
Dominique RENAULT

Tél. : +33581275030

dominique.renault@tarn.gouv.fr

**Sous-Commission Départementale pour l'Accessibilité des personnes
handicapées**

Réunion du jeudi 23 septembre 2021

**AVIS DE LA CCDSA RELATIF A L'ACCESSIBILITE AUX
PERSONNES HANDICAPEES**

Procès verbal de la réunion

Textes de référence

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment, les articles L. 161-1 à L. 165-7 et les articles R. 122-5 et suivants ;

DOSSIER N° AT 081 004 21 X 1024
N° urbanisme : PC 081 004 21 X 1152

Commune : ALBI

Demandeur : CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU TARN représenté(e) par M BOSSI Michjel
Adresse du demandeur : 1 Avenue Général HOCHE 81000 ALBI

Nom établissement : IN&MA - École supérieure (formation par alternance)
Adresse des travaux : 36 Avenue Général HOCHE 81000 ALBI
Type : R Etablissements d'enseignement, colonies de vacances / Catégorie ERP : 3

Nature des travaux :

Travaux de mise en conformité totale aux règles d'accessibilité
réhabilitation
extension
création de volumes
modification de la façade
Extension du campus de formation par alternance d'Albi par la réhabilitation et l'agrandissement d'un ancien bâtiment de France Télécom. L'existant sera réhabilité et réaménagé.

Demande de dérogation : non

MOTIVATION

- sur l'autorisation : Favorable

PRESCRIPTIONS ET RECOMMANDATIONS

Aménager les cheminements pour qu'ils soient praticables par les personnes handicapées et répondent aux caractéristiques suivantes :

- une largeur d'au moins 1.40 m ;
- des éléments visuels contrastés visibles de part et d'autre des parois vitrées.

Réaliser les escaliers conformément aux prescriptions suivantes :

- la partie au-dessous de 2.20 m, située dans l'espace de circulation, devra être contrastée, comporter un rappel tactile au sol et prévenir les dangers de chocs pour les déficients visuels ;
- 2 dispositifs de détection d'obstacle, positionnés, pour le premier entre 0m75 et 0m90 du sol, pour le second, entre 0m15 et 0m40.

Adresser à l'autorité qui a délivré le permis et avec la déclaration d'achèvement prévue par l'article R.462-1 du code de l'urbanisme l'attestation établie par un bureau de contrôle ou architecte agréé constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité (décret 11/09/07).

Adresser l'attestation prévue dans le cadre de l'article R.165-3.

AVIS DE LA COMMISSION

La commission émet un avis favorable à la réalisation de ce projet. Cet avis est assorti des prescriptions et recommandations énumérées ci-dessus.

A ALBI, le jeudi 23 septembre 2021

Pour la Préfète

La présidente de la commission



Mme BONNET Myriam